

QUESTIONS SUR L'ACTUALITE

Questions sur l'actualité
13 décembre 2011- 6h35, 7h35 et 8h35

Editorialiste : Dr Yves Ekoué AMAÏZO,
Radio Africa numéro 1



A retenir

- ✓ La France pourrait ne pas honorer ses engagements 0,7 % d'APD en 2015
- ✓ La France, 3^e bailleur avec 10 milliards d'Euros en 2010
- ✓ 5 pays riches au-dessus de 0,7 % du PIB
- ✓ De Gaulle et Lellouche : même combat : mettre des contreparties de l'aide publique au développement

Thème en gestation

- ◆ Une Gambienne à la tête de la CPI : la politique d'abord, le droit ensuite
- ◆ Le Maroc pénètre l'Afrique subsaharienne... en silence et avec succès !

Aide publique au développement : Vers l'exigence de contreparties officielles

C'est à juste titre qu'en cette fin d'année 2011, de nombreux sénateurs français s'inquiètent de la capacité de la France à honorer ses engagements entre 2012 et 2015 en matière d'aide publique au développement (APD). Une crise financière 2007/2008 qui se décline en crise de l'endettement, hausse du chômage, crise de l'euro, perte assurée de la note AAA (*triple A des agences de notation évaluant la qualité de la gouvernance de l'Etat*) de la France en 2012, augmentation des taux d'intérêts à long terme pour la France ne sont que les prémices d'une récession économique annoncée. Mais, les mesures pour endiguer la déréglementation ou déjouer les avantages tirés des paradis fiscaux ou encore la prise de pertes par les banques ayant fait des arbitrages hasardeux sur des marchés spéculatifs ne sont toujours pas à l'ordre du jour.

La France avait promis de consacrer à nouveau 0,7 % de sa richesse nationale (produit intérieur brut) à l'aide au développement en 2015. En 2010, avec 0,5 %, tout portait à croire que c'était

possible. Avec la dégradation à 0,46 % en 2011, l'examen de la loi de finance 2012 devant le Sénat par le ministre en charge de la Coopération Henri de Raincourt n'a convaincu personne. Le secrétaire d'Etat au Commerce extérieur Pierre Lellouche a volé à son secours en rappelant que la France demeure « *le troisième bailleur mondial* ». Mais la France n'a réussi à dépasser 10 milliards d'euros d'aide publique au développement qu'en 2010. Il y a donc à ce jour un non-respect des engagements du G8 pris à Gleneagles (Royaume Uni) en 2005. Rappelons toutefois que les engagements pris prévoyaient « *une aide additionnelle de 50 milliards de \$US* » dont la moitié devait être destinée à l'Afrique d'ici 2010. Pour cette partie, c'est raté. Il y a eu une autre promesse de mettre en place un calendrier selon lequel les pays du G8 atteindraient les 0,7 % de leur revenu national brut, objectif fixé depuis les années 1960 par les Nations Unies en matière d'APD.

---~+~+@+~+~---

Cinq pays seulement l'ont atteint en 2009 : Suède, Luxembourg, Norvège, Danemark et Pays-Bas. Alors quand Pierre Lellouche exige des contreparties aux 10 milliards « *d'aide au développement* » de la France, il ne fait que renforcer le fait que l'aide est liée et le sera de plus en plus avec des conditionnalités nouvelles comme des conditionnalités sur les droits humains et la démocratie. Le problème est que ces conditionnalités sont appliquées selon des approches politiques, c'est-à-dire à la tête du client selon qu'il (ou elle) défend les intérêts de la France ou facilite le retour sur investissement pour les entreprises françaises. Quoi de plus naturel ! Sauf que lorsque c'est la Chine qui le fait ou les Etats-Unis, la France râle et crie au scandale sur le non-respect de la concurrence. La réalité, en Afrique, c'est que de

nombreuses entreprises de la Françafrique, *c'est-à-dire celles qui utilisent le soutien du pouvoir français, direct ou indirect sur les dirigeants africains pour obtenir les contrats*, sont de moins en moins compétitives. Il y a lieu de rappeler alors la fameuse phrase du Général De Gaulle prononcée en 1971 : « *Cet argent que nous donnons pour l'aide aux pays sous-développés, n'est de l'argent perdu à aucun point de vue. Je considère que c'est un très bon placement* ». Pierre Lellouche est l'héritier du Gaullisme en matière d'APD et affirme : « *La France a d'autres vocations que de devenir un grand bureau d'études gratuit, sans contrepartie. On ne peut pas accorder plus de 10 milliards d'euros au titre de l'APD sans se demander comment nos emplois pourraient en tirer profit.* » Ce n'est pas cela qui améliorera toutefois les performances médiocres du commerce extérieur de la France en 2011. YEA.



Contact Africa1
+33 1 55 07 58 07/01
www.africa1.com

E-mail:

info@africa1.com
yeamaizo@amaizo.info

Questions sur l'actualité

La Grande Matinale
Lundi à Vendredi :
6h35, 7h35 et 8h35

Questions sur l'actualité

Une rubrique qui offre une réponse à
chaud des Africains aux Africains.

Cette chronique afrocentrique permet
d'apporter des éclairages originaux,
assurément différents de
l'occidentalo-centrisme ambiant.



Interdépendance africaine

www.amaizo.info

Rubrique
Chronique afrocentrique

[http://amaizo.info/category/
chronique-afrocentrique/](http://amaizo.info/category/chronique-afrocentrique/)